

Informations de base	
2023/2883(RSP) RSP - Résolutions d'actualité Résolution sur l'Égypte, en particulier la condamnation d'Hicham Kassem Subject 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général 6.10.09 Situation des droits de l'homme dans le monde Zone géographique Égypte	Procédure terminée

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
04/10/2023	Débat en plénière		
05/10/2023	Décision du Parlement	T9-0351/2023	Résumé
05/10/2023	Résultat du vote au parlement		
05/10/2023	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2023/2883(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 150-p2
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B9-0396/2023	02/10/2023	
Proposition de résolution		B9-0398/2023	02/10/2023	
Proposition de résolution		B9-0413/2023	02/10/2023	
Proposition de résolution		B9-0414/2023	02/10/2023	
Proposition de résolution		B9-0422/2023	02/10/2023	
Proposition de résolution		B9-0423/2023	02/10/2023	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0351/2023	05/10/2023	Résumé

Résolution sur l'Égypte, en particulier la condamnation d'Hicham Kassem

2023/2883(RSP) - 05/10/2023 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 379 voix pour, 30 contre et 31 abstentions, une résolution sur l'Égypte, en particulier sur la condamnation d'Hisham Kassem.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes S&D, Renew, Verts/ALE, The Left et députés.

Hisham Kassem est une voix libérale importante en Égypte, éditeur et défenseur de la liberté des médias et de l'État de droit.

À l'approche de l'élection présidentielle de décembre 2023 en Égypte, M. Kassem a joué un rôle central dans la fondation du «Courant libre», une coalition de partis et de personnalités de l'opposition libérale, critiquant le bilan économique et politique du gouvernement.

La résolution a demandé la libération immédiate et inconditionnelle de Hisham Kassem, condamné en septembre à six mois de prison et à une amende pour diffamation et calomnie en raison d'un message en ligne critiquant l'ancien ministre égyptien Abu Eita. Elle a exhorté les autorités égyptiennes à abandonner toutes les charges à caractère politique qui pèsent sur lui et ont demandé à la délégation de l'UE et aux représentants des États membres de lui rendre visite en prison.

Les députés ont souligné l'importance d'organiser des élections crédibles, libres et équitables et ont exhorté les autorités à cesser de harceler les personnalités pacifiques de l'opposition, telles qu'Ahmed Al-Tantaoui, candidat à la présidence et ancien parlementaire.

Les autorités égyptiennes sont invitées à :

- respecter l'État de droit, la liberté d'expression, de la presse, des médias et d'association, ainsi que l'indépendance de la justice;
- libérer immédiatement et sans condition les dizaines de milliers de prisonniers détenus arbitrairement pour avoir exprimé pacifiquement leur opinion;
- lever la censure en ligne contre les médias indépendants.